



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 1– 05 janvier 2022

En bref

Le gouvernement mexicain a annoncé la création d'une monnaie numérique de la Banque Centrale (CBDC), qui sera lancée en 2024. Selon l'annonce de Banxico, cette décision répond à « l'importance de ces nouvelles technologies et des infrastructures de paiement de dernière génération en tant qu'options de grande valeur pour faire progresser l'inclusion financière dans le pays ». Les équipes de Banxico travaillent sur un projet selon un calendrier qui leur permettrait que la CBDC soit opérationnelle d'ici fin 2024. Ces monnaies numériques soutenues par des institutions monétaires se distinguent des crypto-monnaies, comme le Bitcoin, par leur moindre volatilité et leur niveau de sécurité supérieur.

LE CHIFFRE À RETENIR

+22%

La hausse du salaire minimum
au Mexique.

Zoom sur l'Amérique Centrale et la hausse des salaires minimaux

A l'exception du Honduras qui n'a pas encore légiféré, les pays du CA-4 ont augmenté les salaires minimums après une année 2021 placée sous le signe de la relance. Le gouvernement guatémaltèque a annoncé une augmentation du salaire minimum de 4,75% à partir de janvier 2022. Cette augmentation est la première depuis 2018 et devra en partie permettre aux ménages de supporter l'inflation prévue à fin d'année 2022 de 4,3%. Au Nicaragua, la hausse du salaire minimum de 8,25% annoncée par le gouvernement permettra d'atteindre un salaire minimum de 7 498 NIO (212 USD) mensuel. Une hausse conséquente qui suit les évolutions des années précédentes puisqu'en 2017, le salaire minimum était seulement de 142 USD par mois. El Salvador avait augmenté en août 2021 de 20% le salaire minimum, qui sera toujours effectif en 2022. Le salaire minimum moyen à El Salvador est de 306 USD soit une hausse de 66% durant la dernière décennie. Enfin, dans le cadre du changement de gouvernement au Honduras, les négociations ne débiteront finalement que le 18 janvier mais les travailleurs espèrent une hausse du salaire minimum d'au moins 5%.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 05 janvier, le Mexique enregistrait 299 842 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,89 % en une semaine. 4 029 274 cas confirmés ont été enregistrés (+2,66 % en une semaine). Au 01 janvier, 62,88 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Suite à la réforme fiscale 2022, le Service de l'Administration Fiscale (SAT), pourra utiliser la technologie de la géolocalisation pour vérifier le domicile fiscal d'un contribuable.

Par ailleurs, le ministère des finances a annoncé la mise à jour de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS), qui est entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022 et qui est prélevé sur des produits tels que l'essence, le tabac et les boissons aromatisées. Pour 2022, l'agence a déterminé que la taxe à payer par cigarette sera de 7,36 % de plus qu'en 2021. Dans le cas des boissons gazeuses, l'augmentation de l'IEPS sera de 6,9 %. Le ministère des finances a précisé que cette mise à jour a été effectuée en tenant compte de l'inflation.

3 ÉCONOMIE

L'activité économique au Mexique s'est contractée au cours du mois d'octobre 2021, son

troisième mois de baisse consécutif selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). L'indicateur global de l'activité économique (IGAE) a baissé de 0,21 % au cours du dixième mois de l'année. Il s'agit de son troisième mois de baisse. Ce résultat fait suite à une chute de 1,21 % en août et de 0,36 % en septembre. Il est contraire à l'estimation centrale de l'Indicador Oportuno de la Actividad Económica (IOAE), qui prévoyait une progression de 0,9 % (g.m). Par secteur, les activités primaires ont connu une contraction de 1,2 % (g.m) et les activités tertiaires ont enregistré une baisse de 0,5 % mensuelle. Le secteur primaire a quant à lui augmenté de 0,6% (g.m).

L'augmentation des infections au variant omicron du COVID-19 génère une forte incertitude quant à la reprise économique du Mexique, qui a montré des signes de faiblesse ces derniers mois. Selon les dernières données de l'enquête Citibanamex, les prévisions de croissance du PIB sont de 2,8% en 2022 et de 2,2% en 2023. Le scénario de base envisagé par les experts suppose une quatrième vague au premier trimestre de 2022, avec de nouvelles mises en œuvre de feux rouges dans plusieurs villes, résultant en une croissance très faible ou négative au début de l'année 2022. Une croissance économique plus faible que prévue pourrait détériorer les finances publiques et conduire à terme à une dégradation de la note souveraine du pays, selon les analystes. En effet, si les objectifs de croissance supérieure à 4% ne sont pas atteints, les plans budgétaires (notamment les recettes prévues) ne seront pas nécessairement respectés, ce qui pourrait dégrader les finances publiques.

La confiance des consommateurs au Mexique a enregistré une baisse de 1,46 point (g.m.) en

décembre 2021, sa plus forte baisse depuis avril de l'année dernière, résultat en partie de l'arrivée du variant omicron. Ainsi, l'indicateur de confiance des consommateurs (ICC) s'est établi à 44,5 points, après avoir atteint 46 points en novembre, selon l'Inegi. En outre, ce résultat met fin à trois mois consécutifs d'augmentation (g.m). En comparaison annuelle, l'indicateur a progressé de 6,13 points au cours du mois de décembre, soit neuf mois consécutifs d'augmentation.

L'inflation n'a pas faibli, même durant la période de Noël. L'inflation de base a atteint 5,87% g.a. sur la première quinzaine de décembre, soit son niveau le plus haut depuis octobre 2001. Elle résulte de l'augmentation des prix des produits alimentaires (7,89 %), des produits non alimentaires (6,56) et des services autres que le logement et l'éducation (6,39). Les prix des denrées alimentaires notamment ont poursuivi leur escalade durant la première quinzaine de décembre, conduisant à des difficultés financières pour les ménages durant cette saison caractérisée par des niveaux de dépenses élevés. La viande a notamment enregistré une hausse annuelle de 11,5% de son prix au cours de la première moitié du mois de décembre. Le poisson et les fruits de mer ont quant à eux enregistré une hausse annuelle de 9,8% de leur prix, tandis que le prix de la tortilla a augmenté de 17,1% g.a..

Selon la dernière étude sur la démographie des entreprises 2021 de l'Inegi, entre mai 2019 et juillet 2021, 1,2 M de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) seraient nées, tandis que 1,6 M de MPME auraient fermé leurs portes. Cela représente une baisse de 8,2%, soit 396 761 MPME de moins par rapport aux entreprises totales enregistrées en 2019. Par secteur, il a été observé une plus grande proportion de faillites d'entreprises dans les services privés non

financiers, le commerce et l'industrie manufacturière.

Le programme de soutien financier aux PME sera supprimé en 2022. Ce programme de microcrédits prêtait jusqu'à 51 000 MXN et existait déjà avant la pandémie. Il disposait en 2020 d'un budget de 2,5 M de MXN et en 2021 de 1,5 M de MXN. En 2022, il ne sera pas renouvelé.

L'IMSS (l'Institut Mexicain de Sécurité Social) a indiqué qu'en 2021 il a enregistré la création de 846 416 emplois formels, soit un taux de croissance annuel de 4,3%. Il s'agit d'une croissance historique. Aussi, à la fin décembre, 20,6 M d'emplois étaient enregistrés auprès de l'IMSS au total sur l'année, dont 87% permanents et 13% temporaires. Une baisse mensuelle de 312 902 emplois a toutefois été enregistrée en décembre, ce qui équivaut à une baisse de 1,5 % g.m. Malgré cette baisse de l'emploi observée en décembre, le nombre d'emplois reste supérieur au niveau pré-pandémique. Les secteurs économiques affichant le plus fort taux de croissance annuelle de l'emploi sont les transports et les communications (11 %), les mines et les carrières (8,1 %) et la construction (7 %).

A partir du 1^{er} janvier 2022, le salaire minimum a été augmenté de 22% par rapport à sa valeur actuelle. Dans la plupart des régions du pays, il est passé de 141,70 MXN à 182,87 MXN, ce qui signifie un supplément de salaire de 41,17 MXN pour les travailleurs formels. La zone franche à la frontière nord du pays, qui comprend 43 municipalités appartenant à la Baja California Norte, Sonora, Chihuahua, Tamaulipas, Nuevo León et Coahuila, a connu une augmentation de près de 47 MXN, passant de 213,39 MXN en 2021 à 260,34 MXN.

Les transferts d'argent vers le Mexique par les ressortissants mexicains vivant à l'étranger ont atteint 46,8 Mds USD cumulés à la fin novembre 2021. Un montant historique, qui devrait permettre aux « remesas » d'atteindre les 50 Mds USD pour l'ensemble de l'année. La croissance cumulée de ces flux a été de 26,7 % (g.a), la plus forte depuis 18 ans, selon les données de la Banque du Mexique. Pour le seul mois de novembre, les envois de fonds ont totalisé près de 4,7 Mds USD, soit une augmentation de 37,7% (g.a), le chiffre le plus élevé depuis sept mois. Il s'agit du 19^{ème} mois consécutif de hausse. Ces envois de fonds ont été largement impulsés par le dynamisme de l'économie étatsunienne.

Les exportations de marchandises mexicaines ont enregistré en novembre 2021 leur plus forte hausse en 13 mois, selon l'Inegi. Les exportations globales ont enregistré une augmentation de 5,67 % (g.m) au mois de novembre, pour atteindre 43,89 Mds USD, cela constitue le troisième mois consécutif de hausse. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des exportations dans l'industrie automobile (+18,8%). En comparaison annuelle, les exportations totales ont enregistré une hausse de 14,2% (g.a) en novembre 2021, résultat de la hausse de 78,8% des exportations pétrolières et d'une chute de 6,4% des exportations non pétrolières.

La Banque Centrale du Mexique a indiqué qu'en 2021 le solde des réserves internationales était de 202,4 Mds USD. Il s'agit de la première fois qu'elles clôturent au-dessus de 200 Mds USD. Cela représente également une augmentation de 3,45% par rapport au montant enregistré à la fin de l'année précédente, qui était de 195,6 Mds USD.

Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) a annoncé qu'un nouveau « paquet

d'investissements » public – privé était en cours de préparation par le ministère des finances et du crédit public (SHCP) et le Conseil de coordination des entreprises (CEE). Il sera présenté à la fin du mois de janvier.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le gouvernement des Etats-Unis a autorisé la vente de la raffinerie Deer Park de Shell à Petróleos Mexicanos (Pemex), a annoncé le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Le gouvernement déboursera près de 1,2 Mds USD pour acquérir la raffinerie et la laisser « sans dette » (puisque la dette existante sera remboursée), avec les ressources du Fonds national d'infrastructure (Fonadin).

Barclays, SMBC et Banorte accordent un prêt relais de 500 M USD à Petróleos Mexicanos (Pemex) pour l'aider à financer l'achat de la raffinerie de Deer Park, au Texas, à Royal Dutch Shell. Le prêt aidera à couvrir le coût d'achat total de 1,6 Mds USD, une somme qui comprend les actifs de la raffinerie, les stocks et la dette. L'achat de la raffinerie permettrait de sécuriser les approvisionnements en carburants de la compagnie pétrolière. Mais la transaction pourrait affecter les finances de Pemex.

La Bourse mexicaine de valeur (BMV) a indiqué que le système international de cotation (SIC) a atteint 3 000 titres cotés, un niveau record, avec plus de 73 Mds USD d'actifs en dépôt. La BMV a précisé que de 2016 à aujourd'hui, les actifs cotés sur le marché mondial ont presque triplé et le montant des opérations est passé de 30 % à 53 % du volume échangé en bourse. Depuis cette date, le montant des actifs en dépôt a augmenté de plus de 240 %. Sur les 3 000 titres répertoriés, 55 % sont des actions, tandis que le reste est constitué de fonds négociables en bourse (ETF), qui sont des fonds d'investissement cotés en

bourse comme des actions. En outre, par pays ou bourse d'origine des titres, 57 % correspondent à des émetteurs d'Amérique du Nord, 37 % à des émetteurs européens, et le reste appartient à l'Asie, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Océanie.

Taux de change EUR/ MXN	-1,89%	-4,80%	23,27
Prix du baril mexicain	+7,64%	+49,09%	71,85

5 ACTUALITES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Le Mexique est le 7^{ème} exportateur mondial de produits agroalimentaires, de pêche et d'aquaculture. La bière est le produit agroalimentaire mexicain le plus exporté. En septembre 2021, 3,1 M de litres de bière avaient été vendus, les principales destinations étant les Etats-Unis, l'Australie, le Canada et l'Afrique du Sud. La Tequila arrive en 2^{ème} position avec des ventes de 177 M de litres en août dernier.

En 2021, le Mexique enregistre des exportations record de viande bovine pour la 7^{ème} année consécutive. Les exportations cumulées de viande bovine mexicaine au cours de la semaine du 10 décembre 2021 étaient supérieures de 2 % à celles de la même période de l'année précédente. L'augmentation des achats en Chine et les pénuries aux États-Unis ont notamment permis au Mexique de couvrir la demande étatsunienne et une partie de la demande canadienne. En outre, les volumes d'exportation élevés ont été stimulés par la hausse des prix internationaux de la viande bovine.

Indicateur	Variation depuis le 15/12/21	Variation sur un an glissant	Niveau 05/01/2022
Bourse (IPC)	+3,63%	+16,31%	53 024,14 points
Taux de change USD/MXN	-3,30%	+2,28%	20,47

Amérique centrale

1. Région

Les Banques centrales des pays du CA-4 ont délivrées leurs premières estimations de croissance pour l'année 2021. Le Guatemala a clôturé l'année 2021 avec une croissance économique de 7,5 %, sa plus forte croissance depuis 40 ans. El Salvador connaîtra une croissance de 10,3% en 2021 selon l'organisme étatique. La Banque centrale du Honduras prévoit quant à elle une croissance de 11% sur l'année 2021 alors que celle du Nicaragua estime que la hausse du PIB atteindra entre 7,5% et 9,5% sur l'année 2021. Les économies d'Amérique centrales ont profité des niveaux historiquement hauts de transferts de fonds de migrants et de la reprise de l'appareil exportateur pour connaître des croissances historiques.

La BCIE et l'Union européenne ont signé un accord de 5,5 MUSD pour la préparation de projets de gestion des catastrophes naturelles et d'adaptation au changement climatique. L'UE apportera ce montant sous forme de donation et permettra à la BCIE d'améliorer les processus d'identification et de lancement de projets axés sur le climat. La BCIE est actuellement la première banque canalisatrice du Fonds vert pour le climat avec 525 MUSD décaissés à la Banque régionale.

L'entreprise guatémaltèque Cementos Progreso rachète les opérations de CEMEX à El Salvador et au Costa Rica pour 335 MUSD. Après le Honduras en 2015 et le Panama en 2019, l'entreprise continue sa croissance dans la région avec le rachat de huit usines, deux centres de distributions et une carrière à l'entreprise nationale mexicaine.

2. Costa Rica

Baisse de la consommation des ménages au premier trimestre 2022. La contraction de la consommation des costariciens au premier trimestre 2022 résultera de plusieurs facteurs, dont notamment l'incertitude relative aux élections présidentielles, ainsi que la menace d'une hausse des taux d'intérêt. Par ailleurs, la situation des finances publiques du pays ainsi que les différents projets de financement du FMI sont d'autres facteurs impactant de manière négative les perspectives de consommation. Acheter une maison ou une voiture au Costa Rica aujourd'hui est perçu comme une mauvaise idée par près de 80% des costariciens. Par ailleurs, à une politique monétaire plutôt restrictive de la part de la Banque Centrale du Costa Rica, s'ajoute la crise mondiale des conteneurs, qui participe à une augmentation des prix à la consommation.

La décongestion du port de Caldera sera un défi de taille à relever pour le prochain gouvernement. De nombreuses entreprises du secteur maritime réclament à la nouvelle administration de définir un plan stratégique relatif à la décongestion du port de la façade Pacifique du Costa Rica. Réduire les coûts de logistique afin d'exporter davantage vers le marché asiatique, décongestionner le chargement et minimiser la perte de compétitivité, sont notamment des axes stratégiques sur lesquels la nouvelle majorité élue en 2022 devra se pencher sérieusement. Le port de Caldera est en effet un atout économique de taille pour le Costa Rica. Principal port de fret sur la façade Pacifique, le port de Caldera expédie

en moyenne près de 250 conteneurs à la semaine. Entre 2017 et 2019, près de 17 M de tonnes de marchandises ont transité par Caldera. Sa modernisation devrait être une des priorités du nouveau Gouvernement.

La Banque Centrale augmente son taux directeur d'un demi-point de pourcentage. Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale du Costa Rica (BCCR) a décidé, lors de sa session du 15 décembre 2021, d'augmenter le niveau de son taux directeur de 0,75% à 1,25% annuel, ce qui représente une inflexion de la politique monétaire costaricienne, expansive depuis 2019.

Le prêt de la BID d'un montant de 500 M USD assurera la soutenabilité budgétaire costaricienne. L'approbation de deux prêts de la BID, chacun d'un montant de 250 M USD, a pour objectif de favoriser un équilibre macroéconomique à court et moyen terme, tout en soutenant la récupération économique du pays. Un premier prêt permettra notamment de couvrir les dépenses relatives à l'urgence sanitaire et de soutenir financièrement les foyers et entreprises affectés par la crise. Un second prêt financera des réformes structurelles afin d'améliorer le cadre institutionnel des finances publiques (notamment l'efficacité du système d'imposition).

3. El Salvador

Avec des pertes d'en moyenne 30% sur l'année 2021, les obligations souveraines salvadoriennes ont affiché les pires performances au monde selon Bloomberg. Les financiers ont notamment fui l'incertitude autour de l'accord avec le FMI toujours sans avancées, les déclarations du Président Bukele concernant nouvelle émission d'1 Md USD en Bitcoin et la récente hausse des tensions avec les Etats-Unis. A titre d'exemple, au 31 décembre, les euro-bonds à échéances 2023 ont chuté de 24% alors que celles à maturité 2050 sont en baisse de 39%.

Trois mois après l'introduction du Bitcoin comme monnaie officielle, un premier bilan contrasté. Le gouvernement possède selon les chiffres non officiels 1391 Bitcoins soit 56,3 MEUR au taux du 5 janvier 2022. L'annonce de l'émission d'1Md USD en Bitcoins a apporté de l'incertitude auprès des investisseurs étrangers. Le portemonnaie officiel Chivo Wallet a connu des accrocs opérationnels mais a engendré des gains de 40% à ses utilisateurs à fin 2021 grâce à la hausse du cours de la cryptomonnaie. Le gouvernement a par ailleurs annoncé le projet de minage de Bitcoin grâce à la géothermie et la création d'une « Bitcoin city ».

4. Guatemala

La dette extérieure du Guatemala a augmenté de 666 MUSD en 2021 pour atteindre 11,1 Mds USD soit 13,4% du PIB 2021. Les Euro-bonds comptent pour près de 60% de la dette extérieure du pays avec des émissions en 2021 atteignant 6,3 Mds USD. Les principaux financeurs externes restent les Banques multilatérales. Le pays compte 2 Mds USD de dette auprès de la BID à fin 2021, celle auprès de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement atteint 1,7 Md USD et la dette du Guatemala auprès de la BCIE atteint 701 MUSD.

5. Honduras

Les Investissements directs étrangers (IDEs) ont augmenté de 32% g.a. sur les neuf premiers mois de l'année 2021. La Banque centrale a précisé que les IDE atteignaient à septembre 2021 426 MUSD contre 323MUSD sur la même période en 2020. Le secteur des services concentre 60% des IDEs sur la période alors que le secteur commerce, hôtellerie et restauration a connu une rentrée nette d'IDEs de 125 MUSD. L'organisme étatique prévoit une croissance de 45% des IDEs sur l'année 2021 à 605 MUSD.

6. Nicaragua

La vice-présidente et Première dame Rosa Murillo a annoncé que 77% de la population était vaccinée, sans préciser si ce chiffre ne comprend que les personnes ayant reçu le schéma vaccinal complet. L'organisation panaméricaine de la santé (OPS) estime quant à elle qu'entre 36% et 39% de la population avait reçu le schéma vaccinal complet. Le gouvernement nicaraguayen, qui a minimisé les chiffres de contamination et de décès depuis le début de la pandémie a pu vacciner sa population grâce aux donations du mécanisme Covax et de plusieurs pays, ainsi que des contrats avec Cuba et la Russie.

7. Panama

La lutte contre la corruption et la transparence financière, les deux absentes du discours de vœux présidentiels. Le premier discours 2022 du Président Cortizo devant l'Assemblée Nationale a certes duré 2 heures, mais aucune mention n'a été faite sur les thèmes de la lutte anti-corruption et de la transparence financière. De nombreux opposants au PRD, parti du Gouvernement, interrogent celui-ci sur la gestion de l'argent public, notamment l'ensemble des dépenses publiques à travers des programmes d'aides sociales. L'opacité de ces programmes est particulièrement pointée du doigt. Par ailleurs, aucune étude recevable n'est faite sur le résultat des allocations sociales. Le bénéfice de ces allocations sur la réduction de la pauvreté au Panama est mis en doute. En somme, selon Cristian Abrego, du Mouvement Conscience Citoyenne, le discours du Président Cortizo s'est contenu à des thèmes superficiels, sans entrer dans les détails et sans mentionner les réels défis du pays pour l'année 2022.

La croissance économique panaméenne n'est pas créatrice d'emplois. Alors que la projection de croissance économique avoisine actuellement les 13%, l'emploi ne repart pas pour autant, et les accords entre travailleurs et

employeurs, relatifs à la réduction des journées de travail, pourraient s'étendre jusqu'en fin 2022. Mise en place à la suite de la crise sanitaire, la modification de la journée de travail est un mécanisme de protection de l'emploi, évitant une suspension du contrat de travail, voire un licenciement. Ce mécanisme a permis notamment à de nombreux travailleurs de garder une source de revenus. L'extension de ce mécanisme en 2022, couplée à de nombreux contrats toujours suspendus, témoigne de l'incertitude du marché du travail panaméen. Entre janvier et octobre 2021, la création d'emploi était de 44% inférieure à celle de 2019 selon le Ministère du Travail. René Quevedo, économiste, souligne que l'absence d'investissements privés explique la stagnation de l'emploi, et préconise d'attirer davantage les IDE sur le territoire panaméen. L'investissement de 6,7 Mds USD de Minera Panama, actuellement en négociation avec l'Etat panaméen quant au renouvellement de la concession minière, pourrait constituer la 'success story' du Panama en matière d'IDE, avec une projection de 39 000 emplois créés.

La révision du salaire minimum la plus faible de l'histoire du Panama. La Confédération des Travailleurs s'indigne contre la révision du salaire minimum établie par le Gouvernement Cortizo et estime que le Gouvernement n'a pas respecté le 'droit du peuple à accéder tous les deux ans à un meilleur salaire'. Selon les syndicats de travailleurs, le décret du 31 décembre 2021 révisant le salaire minimum au 15 janvier 2022, porte une atteinte aux droits fondamentaux, et ce, pour plusieurs raisons. La révision du salaire minimum ne concerne qu'une dizaine d'activités économiques (agriculture, pêche, mines, fourniture d'eau et d'électricité, services sociaux et de santé, activités financières, ...), et échappe à une vingtaine de secteurs économiques dans le besoin, notamment les commerces, restaurants et hôtels. Par ailleurs, la révision du salaire minimum est faible en valeur, et ne représente qu'une augmentation de 2 à 6 centimes de l'heure travaillée. Enfin, alors qu'une homogénéisation des salaires était souhaitée par l'ensemble de la classe salariale, le

Gouvernement a préféré opter pour la création de nouveaux salaires minimums, si bien qu'entre la révision de 2019 et celle de 2021, on est passé de 37 à 62 salaires minimums différents. Selon les représentants des travailleurs, le discours du Gouvernement Cortizo de lutter contre la pauvreté et les inégalités («la sixième frontière»), devient pure démagogie avec cette nouvelle révision du salaire minimum, qui au contraire, contribuera à augmenter les brèches économiques et sociales.

Record des exportations panaméennes à destination de la Chine en 2021. A octobre 2021, les exportations panaméennes vers la Chine ont augmenté de 187%. Cette augmentation significative témoigne de ce que la Chine s'affirme depuis quelques années comme l'un des principaux débouchés pour les produits panaméens, notamment café, bœuf, et fruits. Selon l'Ambassadeur de Chine au Panama, les relations commerciales bilatérales n'ont pas cessé pendant la crise, et au contraire, elles ont augmenté de 27% en 2021. L'année 2022 sera celle d'un renforcement des relations économiques entre les deux pays.

Le solde de la dette publique atteint les 40,4 Mds USD fin novembre 2021. Après avoir atteint les 40 Mds USD en octobre 2021, la dette publique continue d'augmenter (+259 M USD au mois de novembre). Cette augmentation de l'endettement public s'explique par une compensation du déficit budgétaire provoqué par une hausse des dépenses et une baisse des recettes. L'économiste Carlos Arauz fait remarquer que l'augmentation du solde de la dette depuis plusieurs années affecte le coût du service de la dette (taux d'intérêt), qui augmente parallèlement, et qui à moyen terme, impacte de manière négative la répartition des dépenses publiques, limitant la capacité de l'Etat à effectuer des dépenses d'investissement.

2 Mds USD de contributions du Canal aux revenus de l'Etat en 2021. Pour l'année budgétaire 2021, le Canal de Panama a contribué à un apport direct aux revenus de l'Etat de l'ordre de 2,080 Mds USD, correspondant tant aux

bénéfices et droits de passage, qu'aux paiements de services maritimes. Le Président Cortizo souligne que cet apport a permis de financer de nombreuses politiques sociales dans un contexte de crise sanitaire et économique, à savoir le programme Panama Solidario, ainsi qu'à amenuiser la dégradation de la situation financière de l'Etat, espérant que l'année budgétaire 2022 du canal soit encore meilleure. Depuis sa gestion panaméenne, le Canal a apporté à l'Etat près de 20,7 Mds USD de bénéfices. L'année record en matière de tonnage en 2021 (516 M) réaffirme la position du Canal de Panama comme une source non seulement de croissance, mais aussi de stabilité financière pour l'Etat panaméen.

Caraïbes

1. République Dominicaine

La République dominicaine a récupéré au 31 décembre 2021 les emplois perdus pendant la pandémie de la Covid-19, a indiqué le ministre du Travail, Luis Miguel De Camps. En outre, 36 362 nouveaux emplois formels ont été créés, soit une augmentation de 1,02% par rapport au nombre d'emplois formels avant la pandémie en février 2020. Les secteurs économiques qui ont le plus contribué à la reprise de l'emploi formel sont : la restauration, le commerce et l'industrie manufacturière.

2. Cuba

Cuba et le Mexique s'accordent sur un projet de soutien aux agriculteurs cubains. Cuba et le Mexique ont signé, le 22 décembre 2021, une lettre d'intention portant sur un projet de développement rural visant au renforcement des capacités économiques, sociales et environnementales sur l'île. Signé par l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (Amexcid) et l'Ambassade de Cuba au Mexique, le programme concerne un

appui au développement économique des agriculteurs cubains, tout en contribuant au bien-être social et au développement durable. Le projet prévoit également l'instauration d'un système d'incitations économiques y compris la fourniture d'intrants et l'appui technique pour la mise en place de systèmes agro-sylvo-pastoraux permettant la consommation propre et la vente des excédents sur les marchés locaux.

Le vaccin cubain Abdala contre la Covid-19 reçoit deux nouvelles autorisations d'utilisation à l'étranger. Le régulateur mexicain des médicaments a autorisé, le 29 décembre 2021, l'utilisation en urgence du vaccin cubain « Abdala » contre la Covid-19. D'après la Commission fédérale mexicaine pour la protection contre les risques sanitaires (Cofepris), le vaccin « Abdala » devient ainsi le dixième vaccin anti-Covid approuvé par pour une utilisation au Mexique, bien qu'aucun accord d'achat n'ait été conclu pour l'instant. Par ailleurs l'archipel de Saint-Vincent-et-les Grenadines est devenu le premier État de la Communauté des Caraïbes (Caricom) à approuver et à utiliser ce vaccin anticovid cubain. Cuba aurait offert à ce pays 300 doses lors du Sommet de l'Alliance bolivarienne pour le Traité commercial des peuples d'Amérique (ALBA-TCP).

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 05/01/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	578 413 <i>Décès : 7 369</i>	76,93% <i>(03/01)</i>
Cuba	969 138 <i>Décès : 8 324</i>	92,33% <i>(03/01)</i>
Guatemala	631 730 <i>Décès : 16 114</i>	35,97% <i>(04/01)</i>
Haïti	26 259 <i>Décès : 774</i>	1,08% <i>(01/01)</i>
Honduras	379 402 <i>Décès : 10 433</i>	48,85% <i>(29/12)</i>
Jamaïque	97 066 <i>Décès : 2 483</i>	24,07% <i>(05/01)</i>
Nicaragua	17 526 <i>Décès : 218</i>	72,80% <i>(29/12)</i>
Panama	507 779 <i>Décès : 7 445</i>	69,20% <i>(05/01)</i>
El Salvador	122 063 <i>Décès : 3 826</i>	68,83% <i>(04/01)</i>
République dominicaine	433 710 <i>Décès : 4 252</i>	63,41% <i>(04/01)</i>

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international